

Quatre pistes de solution pour contribuer à rétablir la probité à la Ville de Montréal

Gisèle Jolin, présidente

Syndicat des professionnels et professionnelles municipaux de Montréal

La mise à l'écart progressive de l'expertise professionnelle dans certains secteurs stratégiques de la Ville de Montréal a ouvert toute grande la porte aux abus maintes fois dénoncés pendant la campagne électorale. Au cours des dernières années, les consultants de tout acabit ont eu le loisir de vendre, à fort prix, leur quincaillerie inutile aux élus sans craindre quelque contre-expertise défavorable. Pourtant, les professionnels de la Ville ont tenté à plusieurs reprises de sensibiliser l'Administration municipale aux risques associés à la marginalisation de l'expertise interne. Toutes ces années, ils ont prêché dans le désert !

À quelques heures de l'assermentation des élus municipaux, les professionnels de la Ville de Montréal joignent leur voix à celle de la directrice générale intérimaire de la Ville pour dénoncer la « déperdition des compétences » comme elle l'écrivait elle-même dans un rapport remis au maire la semaine dernière. Au-delà de la dérision dont la Ville est l'objet, il y a une intégrité et une fierté à reconstruire.

Les rapports du Vérificateur général sur les compteurs d'eau et le Faubourg Contrecoeur ont mis en lumière plusieurs problèmes graves de gestion politique et administrative à la Ville de Montréal : processus d'attribution de contrats déficients, réduction de la concurrence, contournement de règles administratives, définition des besoins par des firmes externes, etc. À l'évidence, une solution unique ne peut régler tous les problèmes. Plusieurs mesures devront être mises en place, à commencer par la réhabilitation et le développement de l'expertise professionnelle au sein même de la Ville. Les professionnels généraux offrent leur pleine collaboration afin de restaurer la confiance de la population envers les services municipaux. À cette fin, ils soumettent quatre pistes de solution pour réhabiliter et renforcer l'expertise professionnelle au sein même de la Ville.

Exclure le secteur privé de la définition des besoins

Les constats du Vérificateur général sur le contrat des compteurs d'eau sont fort révélateurs. Confier à une firme externe la définition des besoins de la Ville coûte cher. Très cher ! Estimé à 32 M\$, le projet des compteurs est grimpé à 600 M\$. Affectés à des besognes secondaires, les professionnels municipaux ont été tenus à l'écart. Les consultants externes ont ainsi eu le loisir d'ajouter au projet initial - les compteurs - un second volet - les chambres de vannes - dont la nécessité a été fortement contestée par le Vérificateur général. La Ville, on le comprend mieux aujourd'hui, doit être en mesure de définir elle-même ses orientations et ses besoins en s'appuyant sur une organisation compétente au sein de laquelle les professionnels peuvent formuler des avis étoffés à l'abri de pressions politiques ou administratives indues.

Accroître le rôle des professionnels dans les grands projets municipaux.

Depuis vingt ans, nous proposons à la Ville d'optimiser ses ressources professionnelles en mettant sur pied une équipe multidisciplinaire d'experts apte à concevoir et mettre en œuvre les grands projets municipaux et encadrer le travail des partenaires

privés. Regroupé en équipe de projet, l'effectif professionnel de la Ville serait en mesure de réaliser la conception et l'accompagnement de grands projets en régie interne.

Miser sur l'autonomie et la neutralité des professionnels municipaux

Une expertise professionnelle neutre demeure le plus solide rempart contre les malversations et la corruption. Les professionnels de la Ville n'ont pas d'intérêt financier personnel dans les projets municipaux. Ils sont rémunérés pour formuler des avis professionnels, élaborer des solutions novatrices, développer des services au seul bénéfice des Montréalais. Tel n'est pas toujours le cas des firmes externes constamment à l'affût de nouveaux contrats. Depuis près d'une décennie, plusieurs décisions en matière de gestion du personnel sont venues affaiblir la capacité des professionnels à jouer pleinement leur rôle d'experts indépendants auprès des élus : augmentation du nombre de professionnels et de cadres au statut précaire, décentralisation du processus d'embauche, incohérence du processus d'évaluation des compétences en raison de l'affaiblissement de la Commission de la fonction publique.

Soutenir la mise à jour des compétences professionnelles

La Ville de Montréal investit peu dans la mise à jour des compétences de ses experts. La formation obligatoire donnée par les ordres professionnels n'est pas au programme. Or, dans bon nombre de domaines, les savoir-faire progressent à la vitesse grand V. Tenus à l'écart de l'évolution des connaissances dans leurs champs d'expertise, les professionnels perdront progressivement leur compétence. D'aucuns s'étonneront ensuite de l'affaiblissement de l'expertise professionnelle à la Ville, sauf bien sûr, ceux qui en bénéficieront.

Il ne s'agit pas ici d'en appeler au développement d'une fonction publique soumise aux volontés de l'Administration et des Montréalais, telles qu'elles s'expriment à travers les choix électoraux. Il va de soi que les professionnels sont payés pour mettre en oeuvre les décisions des élus... tant et aussi longtemps que ces demandes sont légales et transparentes. Le rétablissement de la probité à l'Hôtel de ville de Montréal passe forcément par le recours systématique à l'expertise neutre des professionnels de la Ville. Ces derniers n'attendent que le signal de départ pour entreprendre la nécessaire reconstruction. L'Administration qui sera assermentée jeudi saura-t-elle insuffler l'indispensable vent de changement ?